

PHASE 1 : L'ACCUEIL, L'INFORMATION ET L'ORIENTATION

Le candidat saisit le collège des écoles doctorales, qui, après étude de la demande, identifie l'école doctorale concernée et met le candidat en relation avec le service VAE. Le cas échéant, il contacte le Pôle de Formation Continue et Professionnalisation (FCP) de l'Université Clermont Auvergne afin de se renseigner sur la faisabilité de son projet de VAE doctorat.

Un pré-accompagnement par l'équipe VAE, du Pôle FCP, constitué d'un ou de plusieurs entretiens est proposé afin de conseiller et d'orienter le candidat en vue de l'élaboration du dossier de recevabilité avant la présentation de ce dernier. Il comprend l'analyse de l'adéquation entre les compétences professionnelles et l'expérience et le niveau de certification visée.

Avant de se lancer dans une démarche de VAE doctorat, le candidat doit savoir que ce projet lui demandera un réel investissement personnel.

L'accompagnement dans la rédaction du dossier VAE est une aide méthodologique proposée au candidat à la VAE pour constituer son dossier, pour préparer l'entretien avec le jury.

PHASES 2 - 4 : LA RECEVABILITE ADMINISTRATIVE ET PEDAGOGIQUE LE DOSSIER DE RECEVABILITE ET LE FINANCEMENT

Le dossier de recevabilité est constitué des pièces suivantes :

- ↳ un document argumentant le contexte de la demande et précisant le projet professionnel et personnel ;
- ↳ un CV détaillé indiquant l'ensemble des expériences professionnelles ;
- ↳ tout document rendant compte de cette expérience et de la durée des différentes activités dans lesquelles le candidat l'a acquise (attestation d'emploi, etc.) ;
- ↳ une synthèse des activités de recherche et des productions scientifiques et techniques, d'une dizaine de pages maximum précisant le contexte des projets dans lesquels se sont inscrits ces travaux, les développements réalisés et les résultats, les expériences d'encadrement éventuel de travaux de recherche (stagiaires, post docs...) du candidat ;
- ↳ une liste, hiérarchisée et organisée avec pertinence, recensant l'intégralité des publications, brevets, communications ;
- ↳ les acquis personnels s'il y a lieu.

Le dossier de recevabilité est, tout d'abord, étudié par l'équipe en charge de la VAE afin de vérifier la conformité de la candidature au cadre légal en se référant aux différentes fiches RNCP de doctorat. Le Pôle FCP nomme un accompagnateur VAE en charge du suivi du processus.

Les financements mobilisables sont identifiés au moment de la constitution du « Livret de positionnement et de faisabilité pédagogique de doctorat en VAE » qui vous sera transmise par le service Pôle Formation Continue et Professionnalisation. Une fois le financement obtenu, le contrat ou la convention est établi par l'équipe VAE du Pôle FCP. Pour la VAE doctorat l'accompagnement est inclus dans la prestation afin d'assurer le suivi de la dimension recherche du parcours.

PHASES 5 - 6 : LA RÉDACTION DU DOSSIER VAE ET TRAVAUX DE RECHERCHE

L'université Clermont Auvergne propose un accompagnement organisé par le pôle en charge de la VAE. Le candidat doit rédiger un dossier à présenter et soutenir lors d'un entretien avec le jury.

En respectant les principes qui régissent la VAE et l'obtention du doctorat, le dossier sera constitué de 2 parties :

- Un retour réflexif sur la progression du parcours professionnel et personnel de chercheur au travers de l'évolution du parcours, de l'analyse des activités, et de l'identification des compétences.
- Une analyse du travail et des méthodes d'une ou plusieurs recherches déjà effectuées : Argumentation sur les résultats scientifiques, réécriture de travaux et développement par le candidat selon des critères méthodologiques explicités... (livres, ouvrages, publications nationales et internationales dans des revues à comité de lecture, communications dans des congrès nationaux et internationaux avec publication des actes, communications sans publication des actes, autres communications type séminaires, colloques, rapports scientifiques, rapports techniques, rapports d'études, brevets et innovations...). La maîtrise du sujet de recherche ainsi que la capacité à dérouler une stratégie de recherche scientifique, à la mettre en œuvre et en exploiter les résultats doit être démontrée.

L'acquisition des compétences décrites dans les fiches RNCP du doctorat correspondant à la demande doit être démontrée.

Comme indiqué, ci-dessus, en respectant la logique de l'accompagnement en VAE et celle du doctorat, l'accompagnement sera effectué par :

- Un **accompagnateur VAE doctorat** dit "**référent**", **titulaire HDR : ingénieur de recherche / enseignant-chercheur ou assimilé**, membre de l'école doctorale (ED) et désigné par le directeur de l'école doctorale.
- Un **accompagnateur VAE** assuré par **l'équipe du pôle FCP de la direction de la formation**.

L'accompagnement méthodologique représente environ **29 heures** sur une durée de deux ans au maximum et est axé sur :

- une réflexion approfondie permettant de restituer la demande de validation dans le projet professionnel et personnel du candidat ;
- un retour sur le parcours du candidat : il lui est demandé de faire un inventaire de ses expériences salariées, non salariées et bénévoles. Il choisit avec l'accompagnateur celles qui sont les plus pertinentes pour un diplôme de doctorat ;
- un entretien d'analyse descriptive des activités du candidat : les questions de l'accompagnateur permettent de décrire et expliciter, avec une précision suffisante, le contexte de ses activités et des procédures qu'il a mises en œuvre ;
- une assistance à la description écrite des activités du candidat : celui-ci présente par écrit dans son dossier les activités qu'il a décrites oralement. A ce stade, les questions et les remarques de l'accompagnateur l'aident à répondre aux attendus du Jury de validation VAE. Cette étape peut aussi s'effectuer à distance (courriel, fax, etc.).
- une préparation de l'entretien avec le jury de validation VAE : l'accompagnateur expose clairement le déroulement du jury et le type de questions qui pourront être posées au candidat au regard de son expérience. Il le prépare à la présentation orale et au développement de certains points de son expérience ; il peut organiser une mise en situation (pré-soutenance).

PHASES 7 - 9 : DEPOT DU DOSSIER, INSCRIPTION ET SOUTENANCE

Avant de pouvoir soutenir, le candidat devra avoir suivi et validé le module éthique et intégrité scientifique

Composition du jury :

La composition du jury VAE de doctorat respecte tout à la fois les dispositions prévues pour la composition d'un jury de VAE et celles qui président à l'élaboration d'un jury de thèse.

Le jury est désigné par le chef d'établissement après avis du directeur de l'École doctorale, sur proposition du référent VAE titulaire HDR : ingénieur de recherche / enseignant-chercheur ou assimilé.

Sa composition doit satisfaire aux exigences du jury VAE et à celle du jury de Doctorat :

1 "Le jury comprend une majorité d'enseignants-chercheurs ainsi que des personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée." Il comprend **4 à 8 membres**.

2 "La moitié du jury au moins doit être composée de professeurs ou assimilés au sens des dispositions relatives à la désignation des membres du Conseil national des Universités ou d'enseignants de rang équivalent qui ne dépendent pas du ministère chargé de l'enseignement supérieur. Les membres du jury désignent parmi eux un président et, le cas

échéant, un rapporteur de soutenance. Le président doit être un professeur ou assimilé ou un enseignant de rang équivalent au sens de l'alinéa précédent".

- 50% au moins des membres sont des professeurs des Universités ou assimilés
- Le président est un professeur d'Université ou assimilé, il est membre de l'Université Clermont Auvergne
- 50% au moins des membres sont extérieurs à l'ED et à l'Université Clermont Auvergne
- Il comprend une majorité d'enseignants-chercheurs.
- Il comprend au moins 1 personnes ayant une activité principale extérieure au milieu universitaire ou activité de recherche pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée (membres d'organisme de recherche public ou privé, chercheurs en activité, directeurs d'instituts ou de société susceptibles de recruter des chercheurs).
- **Tous les membres du jury doivent avoir le doctorat ou le grade de docteur.**
- **Les membres du jury ne doivent pas avoir de publication commune avec le candidat.**

Les jurys s'efforceront en outre d'assurer une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes.

Le **président du jury est choisi par le président de l'Université Clermont Auvergne**, de façon à garantir la bonne application de la procédure VAE et l'équité de traitement des candidats quel que soit le domaine scientifique concerné.

Les membres du jury désignent en leur sein deux rapporteurs, professeurs des Universités ou assimilés pour étudier le dossier VAE, et un rapporteur de l'entretien de jury VAE, qui peut être le président du Jury VAE.

L'accompagnateur référent VAE ne peut pas faire partie du Jury.

A noter

« Lorsque des personnes appartenant à l'entreprise ou à l'organisme où le candidat a exercé son activité sont membres du jury de validation, elles ne peuvent participer aux délibérations concernant ce candidat ». Cela signifie qu'il ne peut y avoir **aucun lien hiérarchique ou de subordination** entre un membre du jury et le candidat.

Déroulement du jury :

Etape 1 : Etude du dossier de VAE par les rapporteurs

Les deux rapporteurs examinent le dossier VAE et établissent chacun un rapport écrit sur le dossier VAE.

Ces rapports sont transmis à l'ED qui les communique au service VAE, à l'ensemble des membres du jury, à l'accompagnateur VAE référent et au candidat.

En cas d'avis défavorable d'un des rapporteurs, celui-ci émet des préconisations détaillées, telles que par exemple :

- ↳ corrections ou complément de dossier
- ↳ complément de travaux de recherche
- ↳ préparation d'une publication, d'un article original

Etape 2 : Étude commune du dossier du candidat par les membres du jury

Objectif : Echanger des avis sur le dossier du candidat. Identifier et s'accorder sur les questions qu'il sera nécessaire de poser au candidat lors de l'entretien.

Déroulement de de la soutenance :

Le déroulement de la soutenance est celui d'un doctorat « classique ». Afin de respecter les articles L 6421-1, 2, 3 et 4 du code du Travail dans lesquels il est prévu que « les personnes dépositaires d'informations communiquées par le candidat dans le cadre de sa demande de validation sont soumises aux dispositions des articles 226-13 et 226-14 du code pénal», il conviendrait de faire signer au candidat un document stipulant qu'il s'engage à ne pas diffuser d'informations relevant du secret professionnel ni dans le dossier ni durant la soutenance ou bien d'appliquer les règles de confidentialité usuelles de l'école doctorale concernée.

La soutenance est publique, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le chef d'établissement pour des raisons de protection de la vie privée ou si les travaux de recherche du candidat présentent un caractère confidentiel avéré⁴.

Lors de la soutenance de doctorat en VAE, le candidat présente ses travaux. Après la présentation du candidat (35 min à 1 heure), le jury procède ensuite à des échanges, questions-réponses avec le candidat (1 heure à 3 heures). L'entretien porte essentiellement sur les travaux de recherche du candidat, son parcours et son projet.

Le jury apprécie la qualité des travaux de recherche du candidat, son aptitude à les situer dans leur contexte scientifique ainsi que ses qualités de présentation. Le Jury apprécie le parcours professionnel et les compétences du candidat et évalue sa maîtrise du sujet de recherche ainsi que sa capacité à concevoir une démarche de recherche scientifique, à la mettre en œuvre et en exploiter les résultats.

Après la soutenance, le Jury VAE prononce l'admission, la validation partielle ou l'ajournement.

L'ensemble des membres du jury signent le rapport de soutenance du jury VAE doctorat. Le rapport est adressé par le président du Jury au service VAE qui établit une décision VAE.

La délibération du jury peut prendre 3 formes :

- **Validation totale**
- **Validation partielle**, dans ce cas le jury détermine les connaissances et les compétences qu'il déclare acquises ainsi que, s'il y a lieu, la nature des connaissances et aptitudes devant faire l'objet d'un contrôle complémentaire
- **Refus de validation**

Le jury rend sa décision au candidat directement à la suite des délibérations et il prend le temps si nécessaire d'une restitution « formative » du résultat.

En cas de validation partielle, le Jury VAE fournit des recommandations écrites au candidat précisant les éléments qui restent à acquérir pour envisager une admission.

Notamment, le jury peut demander au candidat des modifications majeures du dossier et, dans ce cas, il nomme un membre du jury chargé du suivi des modifications demandées. Le candidat devra alors effectuer les corrections dans les 3 mois qui suivent la soutenance et pourra obtenir le diplôme, sous réserve que ces corrections soient validées par tous les membres du Jury. Il n'est pas nécessaire de réunir physiquement le jury pour cette validation. En cas d'admission, le rapport présentant les travaux de recherche du candidat ou une partie substantielle de celui-ci, doit faire l'objet **d'un dépôt légal**, de façon à inclure les travaux du candidat au sein du patrimoine scientifique et culturel diffusé en France, d'une part, et à garantir que toutes les conditions soient réunies pour que son diplôme soit identifié comme étant identique en tout point à celui d'un doctorat obtenu en formation initiale.

Le rapport présentant les travaux de recherche du candidat est public et a vocation à être diffusé sur le portail national theses.fr comme les autres travaux présentés pour l'obtention d'un doctorat, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le chef d'établissement pour des raisons de protection de la vie privée ou si les travaux de recherche du candidat présentent un caractère confidentiel avéré.

Sous réserve que le candidat a effectué le dépôt légal, une attestation d'obtention du doctorat lui est délivrée par le Président de l'Université Clermont Auvergne. Le diplôme est délivré sans mention conformément aux dispositions votées par les conseils de l'Université pour le Doctorat.

LE POST-JURY (EN CAS DE VALIDATION PARTIELLE)

Même si cette possibilité est peu adaptée au doctorat, il est nécessaire de la considérer afin de respecter le cadre légal de la VAE.

Prescriptions possibles :

- Complément de dossier : si le jury a demandé l'introduction de corrections dans le dossier, il propose un délai fixé en accord avec le candidat pour déposer son dossier VAE de doctorat corrigé. Ce délai ne peut en aucun cas dépasser un an.

- Complément de formation par la recherche.
- Etc.

Le jury peut décider de demander une nouvelle soutenance devant le même jury ou, en cas de corrections mineures, nommer un enseignant-chercheur responsable du suivi de la prescription. Il se prononcera à l'issue de la prescription sur sa validité et décidera de délivrer la certification totale ou de la refuser.

FINANCEMENTS

La VAE peut être financée grâce au Compte personnel de formation attaché à chaque individu. Il convient que l'utilisateur consulte son compte activité (<https://www.moncompteactivite.gouv.fr>) et se rapproche de son opérateur CEP (voir <http://www.mon-cep.org/>) afin d'étudier les possibilités de financement.

Le tarif d'une VAE doctorat est fixé d'une manière concertée chaque année par les CA des établissements membres de l'Université qui offrent un service VAE doctorat.

Ces tarifs comprennent :

- ↳ Frais de recevabilité (étude administrative et expertise pédagogique)
- ↳ Frais d'accompagnement à l'élaboration du dossier (29 heures non dissociables)
- ↳ Frais de Jury VAE (préparation et mise en œuvre du jury)
- ↳ Droits d'inscription universitaires

TARIFS

- ↳ **150€** Frais de recevabilité
- ↳ **1 550€** Frais d'accompagnement à l'élaboration du dossier VAE
- ↳ **2 000€** Frais de Jury VAE
- ↳ **380€** Droits d'inscription universitaires (valable une année universitaire seulement)

COÛT DU JURY VAE POUR UN DOCTORAT

Il importe de prendre en compte l'ensemble des coûts afférents à un jury VAE pour un doctorat, plus onéreux que pour un master ou une licence. Il est en effet nécessaire de prévoir un tarif permettant de financer outre la rémunération, le transport et l'hébergement des membres extérieurs, de chercheurs spécialistes du domaine de recherche du candidat.

Annexe 1

Les textes législatifs

CODE DE L'ÉDUCATION, PARTIE LÉGISLATIVE,
ARTICLES L613-3 À L613-6 :

https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=D6C61F297E817902E7BB53EB911F288E.tplgfr32s_3?idSectionTA=LEGISCTA000006182456&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20180409

Code de l'éducation

- Partie législative
- Troisième partie : Les enseignements supérieurs
- Livre VI : L'organisation des enseignements supérieurs
- Titre Ier : L'organisation générale des enseignements
- Chapitre III : Collation des grades et titres universitaires

Section 2 : Validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes

ARTICLE L613-3

Modifié par LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 78

Toute personne justifiant d'une activité professionnelle salariée, non salariée, bénévole ou de volontariat, inscrite sur la liste des sportifs de haut niveau mentionnée au premier alinéa de l'article L. 221-2 du code du sport ou ayant exercé des responsabilités syndicales, un mandat électoral local ou une fonction électorale locale en rapport direct avec le contenu du diplôme ou du titre visé peut demander la validation des acquis de son expérience prévue à l'article L. 6411-1 du code du travail pour justifier de tout ou partie des connaissances et des aptitudes exigées pour l'obtention d'un diplôme ou titre délivré, au nom de l'État, par un établissement d'enseignement supérieur.

La durée minimale d'activité requise pour que la demande de validation soit recevable est de d'un an, que l'activité ait été exercée de façon continue ou non. Pour apprécier cette durée, l'autorité ou l'organisme qui se prononce sur la recevabilité de la demande mentionnée à l'article L. 6412-2 du même code peut prendre en compte des activités mentionnées au premier alinéa du présent article, de nature différente, exercées sur une même période, ainsi que les périodes de formation initiale ou continue en milieu professionnel suivie de façon continue ou non.

Lorsqu'une demande de validation des acquis de l'expérience émane d'un membre bénévole d'une association, le conseil d'administration de l'association ou, à défaut, l'assemblée générale peut émettre un avis pour éclairer le jury sur l'engagement du membre bénévole. Toute personne peut également demander la validation des études supérieures qu'elle a accomplies, notamment à l'étranger.

ARTICLE L613-4

Modifié par LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 78

La validation prévue à l'article L. 613-3 est prononcée par un jury dont les membres sont désignés par le président de l'université ou le chef de l'établissement d'enseignement supérieur en fonction de la nature de la validation demandée. Pour la validation des acquis de l'expérience, ce jury comprend, outre les enseignants-chercheurs qui en constituent la majorité, des personnes compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée. Les jurys sont composés de façon à concourir à une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes.

Le jury se prononce au vu d'un dossier constitué par le candidat, à l'issue d'un entretien avec ce dernier et, le cas échéant, d'une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée, lorsque cette procédure est prévue par l'autorité qui délivre la certification.

Le jury peut attribuer la totalité de la certification. À défaut, il se prononce sur l'étendue de la validation et, en cas de validation partielle, sur la nature des connaissances et aptitudes devant faire l'objet d'un contrôle complémentaire. Les parties de certification obtenues sont acquises définitivement. Ces parties de certifications permettent des dispenses d'épreuve si le règlement fixé par l'autorité administrative, l'établissement ou l'organisme qui délivre la certification prévoit des équivalences totales ou partielles.

La validation produit les mêmes effets que le succès à l'épreuve ou aux épreuves de contrôle des connaissances et des aptitudes qu'elle remplace.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application de l'article L. 613-3 et du présent article. ;

ARTICLE L613-5

Modifié par LOI n°2018-166 du 8 mars 2018 - art. 9

Les études, les expériences professionnelles, les acquis personnels peuvent être validés, dans des conditions définies par décret, en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

Les établissements d'enseignement supérieur mettent en œuvre un enseignement modulaire capitalisable.

ARTICLE L613-6

Modifié par LOI n°2002-73 du 17 janvier 2002 - art. 137 JORF 18 janvier 2002

Les mères de famille et les personnes chargées de famille élevant ou ayant élevé un ou plusieurs enfants bénéficient des dispositions prévues par les articles L. 613-3 à L. 613-5, dans les mêmes conditions d'aptitude et de délai que les personnes engagées dans la vie

professionnelle. Les périodes d'activité professionnelle dont elles peuvent se prévaloir sont prises en considération pour le calcul du délai.

Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent article.

**CODE DE L'ÉDUCATION, PARTIE RÉGLEMENTAIRE,
ARTICLES R613-32 À R613-37 :**

https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=D6C61F297E817902E7BB53EB911F288E.tplgfr32s_3?idSectionTA=LEGISCTA000027864703&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20180409

Code de l'éducation

- Partie réglementaire
- Livre VI : L'organisation des enseignements supérieurs
- Titre Ier : L'organisation générale des enseignements
- Chapitre III : Collation des grades et titres universitaires
- Section 3 : Validation des acquis de l'expérience pour la délivrance de diplômes

Sous-section 1 : Validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience

ARTICLE R613-32

Créé par Décret n°2013-756 du 19 août 2013 - art.

Les articles R. 613-33 à R. 613-37 fixent, en application des articles L. 613-3 et L. 613-4, les conditions de validation des études supérieures antérieures suivies par un étudiant ou de validation des acquis de l'expérience de l'intéressé en vue de l'obtention d'un diplôme délivré, au nom de l'État, par un établissement d'enseignement supérieur.

ARTICLE R613-33

Modifié par Décret n°2017-1135 du 4 juillet 2017 - art. 5

Peuvent donner lieu à validation toutes études supérieures suivies par le candidat dans un établissement ou un organisme de formation public ou privé, en France ou à l'étranger, quelles qu'en aient été les modalités et la durée.

Peuvent également donner lieu à validation, les acquis de l'expérience correspondant à l'exercice d'activités dont la nature et la durée sont définis à l'article R. 335-6.

ARTICLE R613-34

Modifié par Décret n°2017-1135 du 4 juillet 2017 - art. 5

Le candidat adresse un dossier de recevabilité de sa demande à l'autorité administrative, l'établissement ou l'organisme qui délivre la certification, ci-après dénommé " l'organisme certificateur ", dans les conditions qu'il a préalablement fixées et rendues publiques, notamment sur son site internet ou sur le portail gouvernemental dématérialisé dédié à la validation des acquis de l'expérience.

Un candidat ne peut déposer, au cours de la même année civile et pour un même diplôme, qu'une seule demande et ne peut en saisir qu'un seul établissement. La demande précise le diplôme postulé. S'il postule des diplômes différents, le candidat ne peut au total déposer plus de trois demandes de validation au cours de la même année civile.

La demande est accompagnée d'un dossier dans les conditions prévues à l'article R. 613-35.

ARTICLE R613-35

Modifié par Décret n°2017-1135 du 4 juillet 2017 - art. 5

Pour la validation des études supérieures, le formulaire de candidature est accompagné d'un dossier comprenant les diplômes, certificats et toutes autres pièces permettant au jury de validation d'apprécier la nature et le niveau de ces études. Il comprend l'annexe descriptive du diplôme et les attestations certifiant les crédits européens obtenus représentatifs des études suivies lorsque celles-ci l'ont été dans le cadre défini par l'Union européenne pour favoriser la mobilité, dans un autre État européen.

Pour la validation des acquis de l'expérience, l'étape de recevabilité de la demande est régie par les dispositions de l'article R. 335-7.

Le candidat, ayant reçu une décision favorable à sa demande de recevabilité, constitue son dossier de validation dans les conditions prévues à l'article R. 335-8.

ARTICLE R613-36

Créé par Décret n°2013-756 du 19 août 2013 - art.

Le conseil d'administration ou l'instance qui en tient lieu définit les règles communes de validation des études ou des acquis de l'expérience par l'établissement et de constitution des jurys de validation ainsi que, le cas échéant, les modalités particulières applicables aux divers types de diplômes dans le cadre de la réglementation propre à chacun d'eux.

Pour la validation des études, les jurys sont soit les jurys des diplômes concernés, soit une émanation de ceux-ci, sous leur contrôle.

Pour la validation des acquis de l'expérience, le jury comprend une majorité d'enseignants chercheurs ainsi que des personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée.

Lorsque des personnes appartenant à l'entreprise ou à l'organisme où le candidat a exercé son activité sont membres du jury, elles ne peuvent participer aux délibérations concernant ce candidat.

Les membres des jurys sont nommés par le chef d'établissement en considération de leurs compétences, aptitudes et qualifications, en s'efforçant en outre d'assurer une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes.

ARTICLE R613-37

Modifié par Décret n°2017-1135 du 4 juillet 2017 - art. 5

I.- Le dossier de validation des acquis de l'expérience ou le dossier de la demande de validation des études supérieures est soumis au jury constitué et présidé conformément au règlement et aux dispositions régissant le diplôme ou le titre à finalité professionnelle auquel il est postulé.

Le jury de validation procède à l'examen du dossier du candidat et s'entretient avec lui au regard de ce dossier.

Pour la validation des acquis de l'expérience et lorsque le référentiel de la certification ciblée l'a prévu, une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée du candidat est organisée.

Les procédures d'évaluation permettent au jury de vérifier si les acquis dont fait état le candidat correspondent aux aptitudes, compétences et connaissances exigées par le règlement du diplôme ou du titre postulé.

II.- Par sa délibération, le jury décide de l'attribution ou de la non-attribution du diplôme ou du titre visé. Il peut néanmoins délivrer une ou plusieurs parties identifiées de certification professionnelle classée au sein du répertoire mentionné à l'article L. 335-6, visant à l'acquisition d'un ou plusieurs blocs de compétences. Dans ce cas, il se prononce sur les aptitudes, compétences et connaissances qui doivent faire l'objet de l'évaluation complémentaire nécessaire à l'obtention du diplôme ou du titre postulé.

Le président du jury adresse à l'organisme certificateur un rapport précisant l'étendue de la validation accordée ainsi que la nature des aptitudes, compétences et connaissances que le candidat doit acquérir et qui doivent faire l'objet d'une évaluation complémentaire en cas d'attribution d'une ou plusieurs parties de certification. L'organisme certificateur notifie cette décision au candidat.

Les parties de certification obtenues font l'objet d'attestations de compétences ou d'un livret de certification, remis au candidat, mentionnant les blocs de compétences acquis définitivement.

L'organisme certificateur prend les mesures nécessaires pour être en mesure de satisfaire toute demande de duplicata des attestations ou du livret.

**ARRÊTÉ DU 25 MAI 2016 FIXANT LE CADRE NATIONAL
DE LA FORMATION ET LES MODALITÉS CONDUISANT
À LA DÉLIVRANCE DU DIPLÔME NATIONAL DE DOCTORAT**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032587086>

NOR : MENS1611139A

Version consolidée au 3 mai 2018

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-7, L. 613-3 à L. 613-5, L. 718-2,
D. 613-1 à D. 613-7, D. 613-11 et D. 613-17 à D. 613-25 ;

Vu le code de la recherche, notamment ses articles L. 412-1 et L. 412-2 ;
Vu l'article L. 812-7 du code rural et de la pêche maritime ;
Vu le décret n° 94-921 du 24 octobre 1994 portant création de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur ;
Vu le décret n° 99-318 du 20 avril 1999 portant création du Centre informatique national de l'enseignement supérieur ;
Vu le décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche ;
Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 18 avril 2016,
Arrêté :

ARTICLE 1

La formation doctorale est une formation à et par la recherche et une expérience professionnelle de recherche. Elle conduit à la production de connaissances nouvelles.

Elle comprend un travail personnel de recherche réalisé par le doctorant. Elle est complétée par des formations complémentaires validées par l'école doctorale. Elle porte sur des travaux d'intérêt scientifique, économique, social, technologique ou culturel. Elle est sanctionnée par la délivrance du diplôme national de doctorat. Le diplôme, délivré par un établissement public d'enseignement supérieur accrédité, confère à son titulaire le grade et le titre de docteur.

Le diplôme de doctorat peut s'obtenir dans le cadre de la formation initiale et de la formation tout au long de la vie. Les compétences spécifiques acquises au cours de cette formation permettent d'exercer une activité professionnelle à l'issue du doctorat dans tous les domaines d'activités, dans le secteur public aussi bien que privé.

La formation doctorale est organisée au sein des écoles doctorales.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique scientifique de site, il peut être créé un collège doctoral afin d'organiser à ce niveau la politique doctorale, de contribuer à sa visibilité et à la mutualisation des activités des écoles doctorales. Dans ce cas, une ou plusieurs missions des écoles doctorales, telles que définies à l'article 3 du présent arrêté, après accord de chaque école doctorale, sont transférées au collège doctoral auquel ces écoles doctorales sont associées. Les modalités de fonctionnement de ce dernier sont fixées par les établissements dont relèvent les écoles doctorales, membres de ce collège.

Lorsque le travail de recherche est réalisé par le doctorant pour une partie dans une unité ou une équipe de recherche rattachée à l'école doctorale dans laquelle il est inscrit et, pour la partie complémentaire, dans un organisme du monde socio-économique ou culturel, non partie prenante de l'école doctorale, les conditions de l'alternance des périodes de travail et de celles de recherche font l'objet d'une convention.

Cette convention prévoit les modalités de formation, d'accompagnement matériel, pédagogique et les modalités de certification, dans le respect des exigences de qualité

requis par le présent texte. Elle est signée par le doctorant, le président ou le directeur de l'établissement d'inscription du doctorant, et le responsable de l'entreprise ou de l'organisme partenaire de l'alternance.

Titre Ier : ÉCOLES DOCTORALES

Chapitre Ier : Principes

ARTICLE 2

Sous la responsabilité des établissements accrédités, les écoles doctorales ou les collèges doctoraux organisent la formation des doctorants et les préparent à leur activité professionnelle à l'issue de la formation doctorale. Ils regroupent des unités et des équipes de recherche d'un ou de plusieurs établissements.

Une équipe de recherche participe à une seule école doctorale. Toutefois, à titre exceptionnel, une équipe de recherche appartenant à une école doctorale peut être rattachée à plusieurs écoles doctorales.

Le périmètre des écoles doctorales tient compte du périmètre des regroupements prévus par l'article L. 718-2 du code de l'éducation. Une école doctorale peut, le cas échéant, associer des unités ou des équipes de recherche relevant d'établissements n'appartenant pas au regroupement, après avis du conseil académique ou de l'organe en tenant lieu, de la communauté d'universités ou d'établissements, ou des établissements membres du regroupement.

ARTICLE 3

Les écoles doctorales :

1° Mettent en œuvre une politique d'admission des doctorants en leur sein, fondée sur des critères explicites et publics, informent les étudiants sur les conditions d'accès, les compétences requises, les financements susceptibles d'être obtenus, la nature, la qualité et les taux d'activité professionnelle après l'obtention du doctorat. Elles participent à la recherche des financements, en proposent l'attribution afin de permettre aux doctorants de préparer et de soutenir leur thèse dans les meilleures conditions ;

2° Organisent les échanges scientifiques entre doctorants et avec la communauté scientifique ; proposent aux doctorants des activités de formation favorisant l'interdisciplinarité et l'acquisition d'une culture scientifique élargie incluant la connaissance du cadre international de la recherche ;

3° Veillent à ce que chaque doctorant reçoive une formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique ;

4° Assurent une démarche qualité de la formation en mettant notamment en place des comités de suivi individuel du doctorant et proposent aux encadrants du doctorant une formation ou un accompagnement spécifique ;

5° Définissent et mettent en œuvre des dispositifs d'appui à la poursuite du parcours professionnel après l'obtention du doctorat dans les secteurs public et privé et organisent en lien avec les services des établissements concernés le suivi des parcours professionnels des docteurs formés ;

6° Contribuent à une ouverture européenne et internationale, dans le cadre d'actions de coopération conduites avec des établissements d'enseignement supérieur ou des centres de recherche étrangers ;

7° Formulent un avis sur les demandes de rattachement d'unités ou d'équipes de recherche.

ARTICLE 4

Les écoles doctorales mettent en place des dispositifs spécifiques afin d'organiser une évaluation des cursus et des activités de formation qu'elles proposent, notamment au moyen d'enquêtes régulières auprès des doctorants. Cette évaluation est organisée dans le respect des dispositions des statuts des personnels concernés.

Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue du cursus, les résultats des évaluations font l'objet de présentations et de débats au sein du conseil de l'école doctorale. Ils sont transmis à la commission de la recherche du conseil académique ou de l'instance qui en tient lieu.

ARTICLE 5

L'arrêté d'accréditation d'un établissement public d'enseignement supérieur emporte habilitation de ce dernier à délivrer le diplôme de doctorat dans les spécialités concernées, seul ou conjointement. Ce même arrêté mentionne, après évaluation périodique de chaque école doctorale, réalisée ou validée par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, la liste des écoles doctorales autorisées à accueillir des doctorants en vue de leur formation doctorale, ainsi que le ou les champs disciplinaires concernés.

Des établissements d'enseignement supérieur, des organismes publics de formation ou de recherche et des fondations de recherche peuvent participer à une école doctorale en accueillant des doctorants de cette école au sein d'unités ou d'équipes de recherche reconnues à la suite d'une évaluation menée par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ou par d'autres instances dont il valide les procédures.

Cette participation est soumise à l'approbation de la commission de la recherche du conseil académique de l'établissement de rattachement de l'école doctorale ou de l'instance en tenant lieu, après avis du conseil de l'école doctorale et sur proposition de son directeur.

La demande d'accréditation comprend, le cas échéant, les modalités de coopération entre l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics concourant à l'école doctorale, telles que définies par une ou plusieurs conventions, ainsi que la liste des équipes et unités de recherche relevant de cette école doctorale.

Afin de garantir la connaissance le plus large possible de l'offre de formation doctorale, un annuaire national des écoles doctorales est mis à jour annuellement par les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Chapitre II : Organisation

ARTICLE 6

L'école doctorale est dirigée par un directeur assisté d'un conseil.

Le directeur de l'école doctorale est choisi, en son sein, parmi ses membres habilités à diriger des recherches, parmi les professeurs et personnels assimilés au sens de l'article 6 du décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités et de l'article 5 du décret n° 87-31 du 20 janvier 1987 relatif au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, ou parmi les enseignants de rang équivalent qui ne relèvent pas du ministère chargé de l'enseignement supérieur, ou parmi les personnels des établissements d'enseignement supérieur, des organismes publics de recherche et des fondations de recherche, habilités à diriger des recherches. Il est nommé pour la durée de l'accréditation. Son mandat peut être renouvelé une fois.

Lorsqu'une école doctorale relève d'un seul établissement, le directeur de l'école doctorale est nommé par le chef d'établissement après avis de la commission de la recherche du conseil académique, ou de l'instance qui en tient lieu, et du conseil de l'école doctorale.

Lorsqu'une école doctorale relève de plusieurs établissements, les chefs d'établissement désignent conjointement le directeur dans les conditions définies par la convention qui les lie, après avis des commissions de la recherche des conseils académiques, ou des instances qui en tiennent lieu, dans les établissements concernés, et du conseil de l'école doctorale.

ARTICLE 7

Le directeur de l'école doctorale met en œuvre le programme d'actions de l'école doctorale, et présente chaque année un rapport d'activité devant la commission de la recherche du conseil académique, ou de l'instance qui en tient lieu dans les établissements concernés.

ARTICLE 8

Chaque chef d'établissement propose à la commission de la recherche du conseil académique ou à l'instance qui en tient lieu l'attribution des financements propres de l'établissement pouvant être alloués aux doctorants inscrits dans l'établissement. Le directeur de l'école doctorale présente chaque année la liste des doctorants bénéficiaires de financements devant le conseil de l'école doctorale et en informe la commission de la recherche du conseil académique, ou de l'instance qui en tient lieu, dans les établissements concernés.

ARTICLE 9

Modifié par Arrêté du 1er juillet 2016 - art. 1

Le conseil de l'école doctorale adopte le programme d'actions de l'école doctorale. Il gère, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de l'école doctorale. Le conseil comprend de douze à vingt-six membres. Soixante pour cent de ses membres sont des représentants des établissements, des unités ou équipes de recherche concernées, dont au moins deux représentants des personnels ingénieurs, administratifs ou techniciens.

Il est complété, à hauteur de 20 % du total des membres du conseil, arrondi s'il y a lieu à l'unité inférieure, par des doctorants élus parmi et par les doctorants inscrits à l'école doctorale ; et pour le reste, sur proposition des membres du conseil de l'école doctorale, par des membres extérieurs à l'école doctorale choisis parmi les personnalités qualifiées, dans les domaines scientifiques et dans les secteurs socio-économiques concernés.

Sa composition doit permettre une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

Les règles relatives à l'élection et à la nomination des membres du conseil sont définies suivant des modalités adoptées par le conseil d'administration de l'établissement ou des établissements concernés par l'accréditation.

Titre II : DOCTORAT

ARTICLE 10

Le doctorat est préparé dans une école doctorale sous la responsabilité des établissements accrédités, au sein d'une unité ou d'une équipe de recherche reconnue à la suite d'une évaluation par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ou par d'autres instances dont il valide les procédures, et sous la responsabilité d'un directeur de thèse rattaché à cette école, ou dans le cadre d'une codirection telle que mentionnée à l'article 16 du présent arrêté.

Le doctorat peut être préparé au sein d'une unité ou d'une équipe de recherche en émergence, sur proposition de l'établissement ou des établissements concernés dans le cadre de leur politique scientifique, sur la base d'une évaluation diligentée à cet effet. L'équipe de recherche concernée est rattachée à une école doctorale, après avis du conseil de cette école, sur proposition du ou des chefs d'établissement.

ARTICLE 11

L'inscription en première année de doctorat est prononcée par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'école doctorale, après avis du directeur de thèse et du directeur de l'unité ou de l'équipe de recherche sur la qualité du projet et les conditions de sa réalisation.

Elle vaut admission aux formations dispensées par l'école doctorale.

Pour être inscrit en doctorat, le candidat doit être titulaire d'un diplôme national de master ou d'un autre diplôme conférant le grade de master, à l'issue d'un parcours de formation ou d'une expérience professionnelle établissant son aptitude à la recherche.

Si cette condition de diplôme n'est pas remplie, le chef d'établissement peut, par dérogation et sur proposition du conseil de l'école doctorale, inscrire en doctorat des personnes ayant effectué des études d'un niveau équivalent ou bénéficiant de la validation des acquis de l'expérience prévue à l'article L. 613-5 du code de l'éducation. La liste des bénéficiaires de ces mesures est présentée chaque année au conseil de l'école doctorale et à la commission de la recherche du conseil académique, ou à l'instance qui en tient lieu dans l'établissement concerné.

L'inscription est renouvelée au début de chaque année universitaire par le chef d'établissement, sur proposition du directeur de l'école doctorale, après avis du directeur de thèse et, à partir de la troisième inscription, du comité de suivi individuel du doctorant. En cas de non-renouvellement envisagé, après avis du directeur de thèse, l'avis motivé est notifié au doctorant par le directeur de l'école doctorale. Un deuxième avis peut être demandé par le doctorant auprès de la commission recherche du conseil académique ou de l'instance qui en tient lieu, dans l'établissement concerné. La décision de non-renouvellement est prise par le chef d'établissement, qui notifie celle-ci au doctorant.

Lors de l'inscription annuelle en doctorat, le directeur de l'école doctorale vérifie que les conditions scientifiques, matérielles et financières sont assurées pour garantir le bon déroulement des travaux de recherche du doctorant et de préparation de la thèse.

Durant le déroulement de ses travaux de recherche, le doctorant est intégré à l'unité ou à l'équipe de recherche qui l'accueille et qui contribue à son accompagnement pendant sa formation. Ses travaux sont valorisés dans ce cadre.

ARTICLE 12

Sous la responsabilité des établissements accrédités, l'école doctorale fixe les conditions de suivi et d'encadrement des doctorants par une charte du doctorat dont elle définit les termes. Cette charte prévoit notamment les modalités de recours à une médiation en cas de conflit entre le doctorant et son directeur de thèse et l'engagement du doctorant à répondre à toute demande d'information relative à son insertion et à son parcours professionnel à l'issue du doctorat. Cette charte est approuvée par le directeur de l'école doctorale, le directeur de l'unité ou de l'équipe de recherche d'accueil, le ou les directeurs de thèse. Elle est signée par le doctorant et le directeur de thèse lors de sa première inscription.

Prise en application de cette charte, une convention de formation, signée par le directeur de thèse et par le doctorant, indique les dénominations de l'établissement d'inscription du doctorant, de l'école doctorale et de l'unité ou de l'équipe de recherche d'accueil ; elle mentionne également le ou les noms du ou des directeurs de thèse, du directeur de l'unité ou de l'équipe d'accueil, du doctorant ainsi que les droits et devoirs des parties en présence.

Cette convention de formation mentionne le sujet du doctorat et la spécialité du diplôme, le cas échéant les conditions de financement du doctorant, ainsi que les éléments suivants :

- 1° Si le doctorat est mené à temps complet ou à temps partiel ; dans ce cas est précisé le statut professionnel du doctorant ;
 - 2° Le calendrier du projet de recherche ;
 - 3° Les modalités d'encadrement, de suivi de la formation et d'avancement des recherches du doctorant ;
 - 4° Les conditions matérielles de réalisation du projet de recherche et, le cas échéant, les conditions de sécurité spécifiques ;
 - 5° Les modalités d'intégration dans l'unité ou l'équipe de recherche ;
 - 6° Le projet professionnel du doctorant ;
 - 7° Le parcours individuel de formation en lien avec ce projet personnel ;
 - 8° Les objectifs de valorisation des travaux de recherche du doctorant : diffusion, publication et confidentialité, droit à la propriété intellectuelle selon le champ du programme de doctorat.
- La convention de formation du doctorant prend en compte les autres conventions existantes. Elle peut être modifiée en tant que de besoin, lors des réinscriptions par accord signé entre les parties. L'établissement d'inscription est le garant de sa mise en œuvre.

ARTICLE 13

Un comité de suivi individuel du doctorant veille au bon déroulement du cursus en s'appuyant sur la charte du doctorat et la convention de formation. Il évalue, dans un entretien avec le doctorant, les conditions de sa formation et les avancées de sa recherche. Il formule des recommandations et transmet un rapport de l'entretien au directeur de l'école doctorale, au doctorant et au directeur de thèse.

Il veille notamment à prévenir toute forme de conflit, de discrimination ou de harcèlement. Les modalités de composition, d'organisation et de fonctionnement de ce comité sont fixées par le conseil de l'école doctorale. Les membres de ce comité ne participent pas à la direction du travail du doctorant.

ARTICLE 14

La préparation du doctorat, au sein de l'école doctorale, s'effectue en règle générale en trois ans en équivalent temps plein consacré à la recherche. Dans les autres cas, la durée de préparation du doctorat peut être au plus de six ans.

La durée de la formation doctorale du doctorant en situation de handicap peut être prolongée par le chef d'établissement sur demande motivée du doctorant.

Si le doctorant a bénéficié d'un congé de maternité, de paternité, d'un congé d'accueil de l'enfant ou d'adoption, d'un congé parental, d'un congé de maladie d'une durée supérieure à quatre mois consécutifs ou d'un congé d'une durée au moins égale à deux mois faisant suite à un accident de travail, la durée de la préparation du doctorat est prolongée si l'intéressé en formule la demande.

Des prolongations annuelles peuvent être accordées à titre dérogatoire par le chef d'établissement, sur proposition du directeur de thèse et après avis du comité de suivi et du

directeur d'école doctorale, sur demande motivée du doctorant. La liste des bénéficiaires de ces dérogations est présentée chaque année au conseil de l'école doctorale et transmise à la commission de la recherche du conseil académique ou à l'instance qui en tient lieu dans les établissements concernés.

À titre exceptionnel, sur demande motivée du doctorant, une période de césure insécable d'une durée maximale d'une année peut intervenir une seule fois, par décision du chef d'établissement où est inscrit le doctorant, après accord de l'employeur, le cas échéant, et avis du directeur de thèse et du directeur de l'école doctorale. Durant cette période, le doctorant suspend temporairement sa formation et son travail de recherche, mais peut demeurer inscrit, s'il le souhaite, au sein de son établissement. Cette période n'est pas comptabilisée dans la durée de la thèse. L'établissement garantit au doctorant qui suspend sa scolarité son inscription au sein de la formation doctorale à la fin de la période de césure.

ARTICLE 15

Au cours de leur cursus, les doctorants suivent des programmes de formation définis au 2° de l'article 3 du présent arrêté.

Une formation à la pédagogie est dispensée lorsqu'elle concourt à l'activité ou au projet professionnel du doctorant.

Un portfolio du doctorant comprenant la liste individualisée de toutes les activités du doctorant durant sa formation, incluant enseignement, diffusion de la culture scientifique ou transfert de technologie, et valorisant les compétences qu'il a développées pendant la préparation du doctorat, est réalisé. Il est mis à jour régulièrement par le doctorant.

ARTICLE 16

Modifié par Arrêté du 1er juillet 2016 - art. 1

Le doctorant est placé sous le contrôle et la responsabilité d'un directeur de thèse. La direction scientifique du projet doctoral peut être éventuellement assurée conjointement avec un codirecteur. Lorsque la codirection est assurée par une personne du monde socioéconomique qui n'appartient pas au monde universitaire, le nombre de codirecteurs peut être porté à deux.

Les fonctions de directeur ou de codirecteur de thèse peuvent être exercées :

1° Par les professeurs et personnels assimilés au sens de l'article 6 du décret n° 92-70 relatif au Conseil national des universités et de l'article 5 du décret n° 87-31 pour les disciplines de santé, ou par des enseignants de rang équivalent qui ne relèvent pas du ministère de l'enseignement supérieur, par les personnels des établissements d'enseignement supérieur, des organismes publics de recherche et des fondations de recherche, titulaires d'une habilitation à diriger des recherches ;

2° Par d'autres personnalités, titulaires d'un doctorat, choisies en raison de leur compétence scientifique par le chef d'établissement, sur proposition du directeur de l'école doctorale et

après avis de la commission de la recherche du conseil académique ou de l'instance en tenant lieu dans l'établissement d'inscription.

La direction de la thèse peut également être assurée sous forme de codirection instaurée par convention entre un ou deux directeurs de thèse répondant aux conditions fixées ci-dessus et une personne du monde socio-économique reconnue pour ses compétences dans le domaine. La proposition de codirection est soumise à la décision du chef de l'établissement accrédité, sur proposition du directeur de l'école doctorale. Dans ce cas, les doctorants sont placés sous la responsabilité conjointe des codirecteurs de thèse.

Le conseil de l'école doctorale fixe le nombre maximum de doctorants encadrés par un directeur de thèse en tenant compte des contraintes liées aux disciplines, notamment les disciplines rares.

ARTICLE 17

L'autorisation de soutenir une thèse est accordée par le chef d'établissement, après avis du directeur de l'école doctorale, sur proposition du directeur de thèse.

Les travaux du doctorant sont préalablement examinés par au moins deux rapporteurs désignés par le chef d'établissement, habilités à diriger des recherches ou appartenant à l'une des catégories mentionnées au 1° et au 2° de l'article 16 du présent arrêté, sur proposition du directeur de l'école doctorale, après avis du directeur de thèse.

Dans le cas de travaux impliquant des personnes du monde socio-économique qui n'appartiennent pas au monde universitaire, un troisième rapporteur, reconnu pour ses compétences dans le domaine, peut être désigné sur proposition du directeur de l'école doctorale, après avis du directeur de thèse.

Sauf si le champ disciplinaire ou le contenu des travaux ne le permettent pas, les deux rapporteurs sont extérieurs à l'école doctorale et à l'établissement du doctorant. Ils peuvent appartenir à des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche étrangers ou à d'autres organismes étrangers.

Les rapporteurs n'ont pas d'implication dans le travail du doctorant.

Les rapporteurs font connaître, au moins quatorze jours avant la date prévue pour la soutenance, leur avis par des rapports écrits ; sur cette base, le chef d'établissement autorise la soutenance. Ces rapports sont communiqués au jury et au doctorant avant la soutenance.

ARTICLE 18

Le jury de thèse est désigné par le chef d'établissement après avis du directeur de l'école doctorale et du directeur de thèse. Le nombre des membres du jury est compris entre quatre et huit. Il est composé au moins pour moitié de personnalités françaises ou étrangères, extérieures à l'école doctorale et à l'établissement d'inscription du doctorant et choisies en raison de leur compétence scientifique ou professionnelle dans le champ de recherche

concerné, sous réserve des dispositions relatives à la cotutelle internationale de thèse définies au titre III du présent arrêté.

Sa composition doit permettre une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

La moitié du jury au moins doit être composée de professeurs ou personnels assimilés au sens de l'article 6 du décret n° 92-70 relatif au Conseil national des universités et de l'article 5 du décret n° 87-31 pour les disciplines de santé, ou d'enseignants de rang équivalent qui ne relèvent pas du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Les membres du jury désignent parmi eux un président et, le cas échéant, un rapporteur de soutenance. Le président doit être un professeur ou assimilé ou un enseignant de rang équivalent.

Le directeur de thèse participe au jury, mais ne prend pas part à la décision. Lorsque plusieurs établissements sont accrédités à délivrer conjointement le doctorat, le jury est désigné par les chefs des établissements concernés dans les conditions fixées par la convention mentionnée à l'article 5 du présent arrêté.

ARTICLE 19

La soutenance est publique, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le chef d'établissement si le sujet de la thèse présente un caractère de confidentialité avéré.

Avant la soutenance, le résumé de la thèse est diffusé à l'intérieur de l'établissement ou des établissements bénéficiant d'une accréditation conjointe.

Dans le cadre de ses délibérations, le jury apprécie la qualité des travaux du doctorant, leur caractère novateur, l'aptitude du doctorant à les situer dans leur contexte scientifique ainsi que ses qualités d'exposition. Le jury peut demander des corrections conformément à l'article 24 du présent arrêté. Lorsque les travaux correspondent à une recherche collective, la part personnelle de chaque doctorant est appréciée par un mémoire qu'il rédige et présente individuellement au jury.

À titre exceptionnel, et à l'exception de son président, les membres du jury peuvent participer à la soutenance par des moyens de visioconférence ou de communication électronique permettant leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale et satisfaisant à des caractéristiques techniques garantissant la transmission continue et simultanée des débats.

L'admission ou l'ajournement est prononcé après délibération du jury.

Le président signe le rapport de soutenance, qui est contresigné par l'ensemble des membres du jury présents à la soutenance.

Le rapport de soutenance est communiqué au doctorant dans le mois suivant la soutenance.

Titre III : COTUTELLE

ARTICLE 20

Afin de développer la dimension internationale des écoles doctorales et la coopération scientifique entre les équipes de recherche françaises et étrangères, et afin de favoriser la mobilité des doctorants, un établissement d'enseignement supérieur français accrédité à délivrer le doctorat peut conclure avec un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur étrangers, bénéficiant dans leur pays des mêmes prérogatives, une convention visant à organiser une cotutelle internationale de thèse.

Les établissements cocontractants sont liés par un principe de réciprocité.

Lorsque les règles applicables aux études doctorales dans les pays concernés sont incompatibles entre elles, les établissements français sont autorisés à déroger aux dispositions du titre II du présent arrêté, dans les conditions définies par la convention de cotutelle.

ARTICLE 21

La convention peut être soit une convention-cadre accompagnée, pour chaque thèse, d'une convention d'application, soit une convention conclue spécifiquement pour chaque thèse.

Les directeurs de thèse et le doctorant signent, pour la thèse concernée, la convention d'application ou, en l'absence de convention-cadre, la convention conclue spécifiquement pour la thèse.

Outre les mentions prévues à l'article D. 613-19 du code de l'éducation concernant les modalités de formation et les modalités de certification, dans le respect des exigences de qualité requises par le présent arrêté, la convention précise les conditions de l'alternance des périodes de formation dans les pays concernés. Elle détermine les modalités de constitution du jury et d'accompagnement matériel, pédagogique et linguistique des étudiants. Elle précise notamment :

1° L'intitulé de la thèse, le nom du directeur de thèse, de l'étudiant, la dénomination des établissements d'enseignement supérieur contractants et la nature du diplôme préparé ;

2° La langue dans laquelle est rédigée la thèse ; lorsque cette langue n'est pas le français, la rédaction est complétée par un résumé substantiel en langue française ;

3° Les modalités de reconnaissance des activités de formations effectuées dans l'un ou l'autre des établissements d'enseignement supérieur ;

4° Les modalités de règlement des droits de scolarité conformément aux dispositions pédagogiques retenues, sans que le doctorant puisse être contraint à acquitter les droits dans plusieurs établissements simultanément ;

5° Les conditions de prise en charge de la couverture sociale ainsi que les conditions d'hébergement et les aides financières dont le doctorant peut bénéficier pour assurer sa mobilité.

ARTICLE 22

Le doctorant effectue ses travaux sous la responsabilité, dans chacun des pays concernés, d'un directeur de thèse qui exerce ses fonctions d'encadrement en collaboration avec le ou les autres directeurs de thèse.

ARTICLE 23

La thèse donne lieu à une soutenance unique. Conformément aux dispositions de l'article 19 du présent arrêté, le président du jury signe un rapport de soutenance contresigné par les membres du jury.

Le ou les diplômes de doctorat sont délivrés par les autorités académiques habilitées à le faire, sur proposition conforme du jury, après la soutenance de la thèse.

Par dérogation aux dispositions prévues au titre IV du présent arrêté, les modalités de protection du sujet, de dépôt de signalement et de reproduction des thèses, ainsi que celles de la gestion des résultats de recherche communs aux laboratoires impliqués, de leur publication et de leur exploitation, sont arrêtées conformément aux législations spécifiques à chaque pays impliqué dans la préparation de la thèse et précisées par la convention mentionnée à l'article 20 du présent arrêté.

Titre IV : DÉPÔT, SIGNALEMENT, DIFFUSION ET CONSERVATION DES THÈSES OU DES TRAVAUX PRÉSENTÉS

ARTICLE 24

Le doctorant engagé dans la préparation d'une thèse de doctorat dépose celle-ci un mois avant la date prévue pour la soutenance au service chargé du doctorat de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel celle-ci s'effectue.

Le doctorant fournit sa thèse sous forme numérique selon les prescriptions de l'établissement de soutenance. Il fournit en outre des exemplaires sur support papier destinés aux membres du jury, lorsque ceux-ci en ont exprimé la demande. L'établissement assure alors l'impression de la thèse à partir du support numérique.

La soutenance est conditionnée par la délivrance au président du jury par le service chargé du doctorat d'une attestation du dépôt de la thèse et du bordereau électronique complété, avec le concours du service chargé du doctorat et du service commun de la documentation ou du service inter-établissements de coopération documentaire ou de la bibliothèque, comportant un résumé en français et un résumé en anglais ainsi qu'une liste de mots-clés. Il comprend notamment les métadonnées nécessaires à la description, la gestion, la diffusion et l'archivage de la thèse, conformes à la recommandation nationale TEF (thèses électroniques françaises). Si le jury a demandé l'introduction de corrections dans la thèse, le nouveau docteur dispose d'un délai de trois mois pour déposer sa thèse corrigée sous forme électronique.

ARTICLE 25

L'établissement de soutenance procède au dépôt de la version validée de la thèse dans ses formats de diffusion et d'archivage, ainsi que du bordereau électronique, dans l'application nationale Star, gérée par l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur, qui assure les fonctions suivantes :

- 1° Enregistrement du dépôt de la version de diffusion et de la version d'archivage de la thèse ainsi que de ses métadonnées ;
- 2° Signalement dans le catalogue Sudoc ;
- 3° Attribution d'un identifiant permanent ;
- 4° Envoi de la version d'archivage, y compris dans le cas d'une thèse non diffusable, au Centre informatique national de l'enseignement supérieur ;
- 5° Le cas échéant, à la demande de l'établissement, envoi des métadonnées ou de la version de diffusion de la thèse vers les sites désignés par celui-ci.

Sauf si la thèse présente un caractère de confidentialité avéré, sa diffusion est assurée dans l'établissement de soutenance et au sein de l'ensemble de la communauté universitaire. La diffusion en ligne de la thèse au-delà de ce périmètre est subordonnée à l'autorisation de son auteur, sous réserve de l'absence de clause de confidentialité.

Titre V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

ARTICLE 26

Les écoles doctorales accréditées à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté le restent jusqu'à la prochaine vague d'accréditations de l'établissement dans lequel elles sont constituées.

ARTICLE 27

Les dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 5 juillet 1984 relatif aux études doctorales et l'arrêté du 4 décembre 1984 fixant les mesures transitoires relatives aux inscriptions en doctorat d'État sont abrogés à compter du 1er septembre 2018.

ARTICLE 28

A modifié les dispositions suivantes :

- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 10 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 11 (VT)

Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 12 (VT)
Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 13 (VT)
Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 2 (VT)
Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 3 (VT)
Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 4 (VT)
Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 5 (VT)
Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 6 (VT)
Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 7 (VT)
Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 8 (VT)
Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 9 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 (Ab)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE II :
DOCTORAT. (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE Ier :
ÉCOLES DOCTORALES. (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 1 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 10 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 11 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 12 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 13 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 14 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 15 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 16 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 17 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 18 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 19 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 2 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 20 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 21 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 22 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 23 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 24 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 25 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 3 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 4 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 5 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 6 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 7 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 8 (VT)

Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 9 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 (Ab)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE II :
DÉPÔT SUR SUPPORT PAPIER. (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE
III : DÉPÔT SOUS FORME
ÉLECTRONIQUE. (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE Ier :
DISPOSITIONS GÉNÉRALES. (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 1 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 10 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 11 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 12 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 13 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 2 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 3 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 4 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 5 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 6 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 7 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 8 (VT)
Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 9 (VT)

ARTICLE 29

Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1er septembre 2016.

ARTICLE 30

La directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.